

FAITS DIVERS

faits-dj.union@sonapresse.com

CNSS : les anciens DG doivent rendre des comptes à la justice

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

Au cours d'une rencontre avec la presse vendredi dernier, les retraités de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) — réunis au sein de l'Union nationale des retraités du parapublic et du privé (Synaret) et l'Union des anciens travailleurs retraités de la CNSS (UATC) —, ont d'emblée condamné le rapt de l'auditeur interne, Alima. Avant d'appeler la justice à faire toute la lumière

sur cette affaire. Et, mieux, ils ont exhorté le pouvoir judiciaire à faire en sorte que les anciens directeurs généraux depuis 2004 soient entendus relativement à leur gestion.

Le président de l'UATC, Alphonse Ella, a mis à profit cette sortie pour féliciter le travail actuellement abattu par l'administration provisoire, en vue de redorer l'image de cette institution. "Avant, on avait recours aux crédits spots pour payer les prestations. Cette situation a été causée par la gestion scabreuse des anciens directeurs généraux,

depuis 2004. Aujourd'hui, avec le nouveau gestionnaire, les pensions sont payées par virement bancaire et à la date échue. Tandis que celles payées au siège et à la main sont exécutées par ordre alphabétique, notamment en raison de leur grand nombre.", a-t-il reconnu.

Et Alphonse Ella de poursuivre: "La seule fausse note est le fait que les pensions des retraités de l'étranger rencontrent encore quelques soucis. Toutefois, ce travail se fait quotidiennement



Photo :

Les représentants des retraités durant leur rencontre.

par l'administrateur provisoire, sans besoin d'avoir recours aux crédits spots. C'est la preuve que

les réformes engagées à la CNSS fonctionnent et cela doit continuer."

Un Centrafricain en prison pour falsification des documents administratifs gabonais

A. E. E.
Libreville/Gabon

Au terme d'une enquête minutieuse menée par les agents de la direction générale des Recherches (DGR) de la gendarmerie nationale, Hermann Brandon De Nascimiento, un Centrafricain ayant pour nom d'emprunt Hermann Mbadanga Ibouanga, a été pris dans la nasse des Officiers de police judiciaires (OPJ). L'homme de 30 ans s'est spécialisé dans le trafic des documents administratifs. Aussi, était-il capable de fournir n'importe quel document, en échange d'une somme d'agent.

En effet, Hermann Brandon De Nascimiento, dit s'être lancé dans ce trafic, parce qu'il n'arrivait pas à joindre les deux bouts. Aussi, plusieurs personnes sollicitaient ses prestations pour obtenir des faux documents. Il s'agissait des passe-

ports, actes de naissance, Cartes nationales d'identité, documents juridiques et militaires, diplômes et autres documents sanitaires.

À son domicile, le Centrafricain, à l'aide de son ordinateur, était donc capable de produire n'importe quel document administratif. Et il était vraiment difficile de différencier le vrai d'avec le faux, lorsque vous n'êtes pas vigilants, laisse entendre un OPJ. Avec ce business qu'il exerce depuis plusieurs années, Hermann Brandon De Nascimiento dit s'être constitué un petit trésor de guerre. D'autant que les documents étaient tarifés selon l'importance et l'urgence affichée par les clients. Mais son aventure a pris fin, à la suite des informations mises à la disposition des fins limiers par des indics. Le Centrafricain médite désormais sur son sort à la prison centrale de Libreville, où il a été placé sous mandat de dépôt au sortir de son audition chez le juge instructeur.



Photo :

Les multiples documents produits par le faussaire.

Le Fonds Autonome National d'Entretien Routier (FANER), établissement à caractère industriel et commercial, institué par la Loi N°032/2020 du 22 mars 2021, lance un appel à candidature en vue du recrutement de deux ingénieurs génie civil.

Les profils recherchés doivent avoir cinq (5) ans d'expérience au minimum à ce poste dans le domaine BTP ainsi qu'une bonne connaissance du fonctionnement de l'administration et des procédures en matière de marchés publics.

Les candidatures issues du secteur privé sont vivement encouragées.

Pour toute information concernant le dossier de candidature, les personnes intéressées sont priées de se rapprocher du Cabinet AIC Capital Humain, situé à Libreville au 5^{ème} étage de l'Immeuble Air France **ou d'écrire à l'adresse mail : recrutement@aic-ch.com.**